



CASAMANCE

Page 2  
Editorial

**NON A LA REPRESSION !**

Page 3

Mali: Konaré met en prison ses opposants

Page 5

Algérie: Encore des victimes des commandos islamistes.

Page 6

Il y a 50 ans, la grève des cheminots de l'A O F

Page 7

Il y a 80 ans, la révolution russe

Depuis le mois d'Août la Casamance, cette région située au sud du Sénégal, en bordure de la Guinée Bissau, est de nouveau le théâtre d'affrontements entre l'armée sénégalaise et le MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance) qui réclame l'indépendance de cette zone.

Le 19 Août dernier, 25 soldats sénégalais ont été tués lors d'une embuscade près de Ziguinchor, la plus grande ville de la Casamance. Depuis lors, en guise de représailles, l'armée sénégalaise aurait fait plusieurs centaines de morts. Le 22 Septembre, selon un journaliste autorisé à accompagner les militaires, près de 300 personnes auraient été massacrées dans un "camp rebelle". Le ministère de la défense s'est contenté de lancer un communiqué laconique selon lequel il n'y a eu qu'une dizaine de morts. En outre, deux des dirigeants de l'aile militaire du MFDC, proches de l'abbé Diamacoune Senghor (le leader politique du mouvement) ont été tués.

Il semble donc que la guerre qui dure dans cette région depuis le début des années 80, reprend de nouveau de la vigueur après une série de trêves, de cessez-le-feu, de négociations dont la dernière a duré 18 mois. Mais même pendant qu'on parlait de "processus de paix" entre le pouvoir et les dirigeants du MFDC, il n'y avait en réalité qu'une paix factice durant laquelle les uns et les autres ne faisaient que se renforcer afin d'avoir la meilleure position sur le terrain. Ainsi, pendant qu'Abdou Diouf parlait de paix, il envoyait de plus en plus de soldats en Casamance. Et de l'autre côté, les partisans du MFDC continuaient à rançonner, à intimider les villages qui ne choisissaient pas leur bord et qui n'acceptaient pas de payer leur contribution en nourriture ou produits divers en faveur de leur mouvement.

Les jours et les semaines qui viennent risquent donc de voir augmenter le nombre de victimes dans cette guerre où les intérêts de la population de la Casamance comme du Sénégal en général sont complètement absents. D'un côté il y a le gouvernement d'Abdou Diouf qui, au nom de l'"intégrité" et de la "souveraineté nationale", prétend défendre les intérêts de l'ensemble des

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

Sénégalais et de l'autre, les dirigeants du MFDC qui prétendent défendre les intérêts de l'ensemble de la population de Casamance tout en ne considérant pas comme casamançais les membres des ethnies n'étant pas de "souche" locale (c'est-à-dire autres que les Diolas). Mais les uns comme les autres ne sont que des fieffés menteurs et des assassins.

Qui donc Diouf veut-il tromper en prétendant défendre l'ensemble de la population du Sénégal, lui qui est le valet de l'impérialisme, le serviteur des exploiters locaux comme des banquiers internationaux, qui exploitent les travailleurs et les petits paysans, qui affament la population et la réduit à la misère?

Quant aux dirigeants du MFDC, ils ne sont pas meilleurs même s'ils n'ont pas encore eu l'opportunité de le prouver en étant à la tête d'un Etat. Ils revendiquent l'indépendance de la Casamance, c'est-à-dire, la création d'un Etat local dont ils prendraient la direction. Mais cet Etat ne serait rien d'autre qu'une dictature de plus sur le continent africain qui n'en possède que trop déjà. Et il ne

résoudrait certainement aucun des problèmes qui font qu'il y a la misère en Casamance, pas plus en tout cas que Diouf n'en a résolu au Sénégal. On voit déjà, et cela avant même que les dirigeants du MFDC parviennent au pouvoir, comment ils se comportent à l'égard de la population casamançaise. Ils n'hésitent pas à brûler des villages entiers qui ne leur sont pas soumis; réduisant ainsi les villageois à errer dans la forêt, ou à se réfugier en Guinée Bissau, en Gambie ou ailleurs dans les grandes villes pour fuir la mort. Ayant abandonné leurs champs et leurs villages et ainsi privés de leurs récoltes, ces villageois sont réduits à la misère. Est-ce ainsi que ces dirigeants prétendent défendre leurs intérêts?

Les travailleurs, les petits paysans et l'ensemble des démunis n'ont rien à attendre ni des uns ni des autres. Les solutions à leur misère, ils ne les trouveront qu'en luttant ensemble quelle que soit leur région d'origine ou leur ethnie pour transformer ensemble - et pas seulement à l'échelle d'une petite région de l'Afrique - le fonctionnement de l'économie et de la société.

### MALI

## KONARE MET EN PRISON SES OPPOSANTS

Profitant d'un incident survenu lors d'un meeting du "Collectif de l'opposition" le 10 Août dernier, au cours duquel un sergent-chef est mort, le gouvernement de Konaré a fait arrêter dix principaux dirigeants de l'opposition. Aujourd'hui ils sont toujours en prison sans procès.

Ce n'est pas la première fois que Konaré fait arrêter ses adversaires politiques. A chaque fois qu'il y a une manifestation de rue contre son régime, il prend n'importe quel prétexte pour réprimer les partis de l'opposition.

Cela ne l'empêche bien sûr pas de se targuer d'être un "démocrate" ou de déclarer qu'il voudrait pour le Mali "une démocratie apaisée".

Depuis les dernières élections municipales, présidentielles puis législatives contestées et boycottées par la plupart des partis de l'opposition, il multiplie les arrestations et l'intimidation. Il a été pourtant lui-même contraint de reconnaître les irrégularités pratiquées dans les élections, tout au moins celle du 13 avril dernier. Lors de ce premier scrutin législatif il y a eu en effet

tellement de magouilles et de fraudes flagrantes en faveur des candidats du pouvoir que Konaré a fini par accepter son invalidation sous les conseils des "observateurs" qu'il avait lui-même conviés à assister au déroulement des élections.

Le 11 mai ce fut l'élection présidentielle. La grande majorité des partis de l'opposition regroupée au sein d'un collectif (qui regroupe 18 partis) ont appelé au boycott. Konaré s'est débrouillé pour trouver un candidat d'"opposition" sur mesure en la personne de Mamadou Marybatrou Diaby afin de pouvoir dire qu'il avait tout de même un concurrent. Il est élu, sans surprise, avec une "écrasante majorité", mais avec un taux de participation ridiculement bas de 28%. Le scrutin législatif (le deuxième après l'invalidation de celle du 13 avril) a été de la même eau. L'ADEMA, le parti de Konaré a raflé la quasi-totalité des postes au parlement en laissant tout de même quelques places aux candidats de quelques partis d'opposition dits "modérés" mais qui, en réalité, ne sont que des partis satellites de l'ADEMA.

Aujourd'hui, après sa "victoire", Konaré prétend qu'il veut chercher un "consensus" avec son opposition. Pour montrer qu'il est bon joueur il a proposé à celle-ci un "gouvernement de large ouverture". Mais à défaut de trouver ce consensus, il emprisonne ses opposants qui continuent de contester son pouvoir. Ceux-ci disent qu'il n'accepteront de "dialoguer" avec le pouvoir que lorsque tous les dirigeants qui sont en prison seront libérés. Pour le moment, on en est donc là.

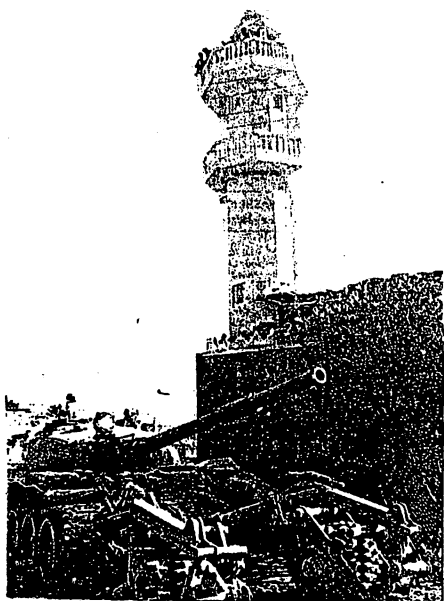
Il se peut que dans les jours ou les semaines qui viennent Konaré fasse libérer ses opposants après un simulacre de procès suivi d'une grâce présidentielle afin de sauver la forme. Il cherchera par la suite à les associer d'une manière ou d'une autre au pouvoir ou à caser

une partie d'entre eux dans des postes de sinécure. Les dirigeants de cette opposition qui s'est donné le nom d'"opposition radicale" n'ont en effet de "radicaux" que l'appellation. Il y a un peu de tout dans ce collectif : des partisans de l'ancien dictateur Moussa Traoré regroupés au sein du MPR, des transfuges de l'ADEMA qui sont devenus "opposants" parce que déçus de n'avoir pas pu trouver la place qu'ils convoitaient, ainsi que d'anciens opposants à la dictature de Moussa Traoré. Tous ces gens-là font partie du même monde de politiciens qui ne se soucient que de leur carrière politique. Ils ne sont en rien différents de ceux qui gouvernent aujourd'hui et qui se remplissent les poches en vidant les caisses de l'Etat.

Les travailleurs et les exploités maliens n'ont rien, mais vraiment rien à attendre ni de Konaré et de son parti, l'ADEMA, ni de ceux qui prétendent aujourd'hui être des irréductibles opposants. Même le semblant de liberté d'expression qui existe aujourd'hui, ce n'est pas à Konaré qu'ils la doivent même si celui-ci prétend en être l'initiateur. Ils la doivent avant tout à la mobilisation et à la lutte de la population qui a conduit au renversement de la dictature de Moussa Traoré en 1991. Mais cette lutte n'a profité qu'à ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir. La condition de vie de l'écrasante majorité de la population n'a pas changé. L'amélioration du sort des pauvres, de tous les déshérités n'intéresse ni Konaré ni ses opposants qui ne cherchent que des privilèges pour eux et pour leur clans. C'est pour cela que les travailleurs et l'ensemble des exploités ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur capacité à se mobiliser, à lutter, avec un programme qui leur soit propre, un programme qui ne se contente pas seulement d'un ravalement de façade du régime mais qui s'en prend réellement aux causes profondes de la misère et de l'injustice sociale.

ALGERIE**ENCORE DES VICTIMES  
DES COMMANDOS ISLAMISTES**

Ces dernières semaines, c'est presque tous les jours que les commandos intégristes font régner leur terreur contre la population. Faute d'informations précises, la presse ne peut relever qu'une partie



*Un char devant une mosquée*

de cette barbarie. Ainsi dans la nuit du 22 au 23 septembre, il y a eu un massacre effroyable d'environ 200 personnes à Bentalha, tout près d'Alger. Au mois d'août, à Raïs, dans un village des environs d'Alger, selon des témoins, on dénombrait de 200 à 400 victimes. A chaque fois les commandos ont agi avec sauvagerie en assassinant des hommes, des femmes, des enfants et des vieux sans distinction.

Par tous ces massacres, le GIA (Groupe Islamique Armé) veut montrer à Zeroual, l'homme au pouvoir en Algérie, qu'il n'est pas mort et qu'on ne peut pas faire l'impasse sur lui. Surtout à un moment où

Abassi Madani et les dirigeants de la faction rivale, l'Armée islamique du salut liée au FIS sont en train de négocier, avec le pouvoir en place, et disent qu'ils veulent renoncer à la lutte armée.

En fait on assiste, d'ailleurs depuis longtemps, à un bras de fer entre le pouvoir d'une part, le FIS et le GIA de l'autre. Les hommes au pouvoir veulent aussi montrer de leur côté qu'ils ne reculeront devant aucune violence pour se maintenir au pouvoir. Comme leurs adversaires, ils prennent la population en otage et la transforme en victime. Ainsi en s'alliant à une fraction du FIS, la plus modérée, Zeroual et son armée espéraient affaiblir le GIA et montrer aux yeux du monde qu'ils sont capables de rétablir la paix en Algérie. Et pour cela, ils ont le soutien des Etats impérialistes, en particulier la France.

Dans cette lutte pour le pouvoir entre les dirigeants actuels et les groupes islamistes, la population algérienne est prise en otage. Elle le paie cher. Des milliers de personnes, hommes, femmes et enfants ont été tués. D'autres vivent dans la crainte des attentats, des massacres. Et bien souvent l'armée et la police ne font rien pour protéger la population, et encore moins pour arrêter les massacres.

Ce qui est clair dans cette affaire, c'est que la vie de la population pauvre n'est défendue par personne. Les travailleurs des villes et de campagne n'ont d'autres choix que de s'organiser eux-mêmes pour se défendre plus efficacement.

## IL Y A 50 ANS LA GREVE DES CHEMINOTS DE L' AOF

Le 10 octobre 1947, éclatait la grève des cheminots de l'Afrique Occidentale Française (AOF) qui a duré plus de cinq mois -du moins à Dakar, la zone la plus combative- et touché l'ensemble du réseau ferré de cette partie du continent.

Les revendications des grévistes étaient multiples mais on peut citer deux principales: augmentation des salaires et, surtout, égalité des droits entre employés blancs et noirs de la régie, revendication communément appelée "cadre unique".

- Le salaire: Sous le régime colonial, les cheminots africains étaient traités comme du bétail - sinon moins- avec un salaire de misère pour un travail dur et parfois dangereux à cause des fréquents accidents de travail. Ce salaire ne suivait pas l'augmentation constante du coût de la vie. Car pour faire face à l'inflation, la régie augmentait régulièrement ses tarifs alors que les salaires variaient très peu.

- Le "cadre unique": les ouvriers comme l'énorme majorité de la population de l'AOF, pour ne s'en tenir qu'à cette région de l'Afrique, souffraient de la domination coloniale et aspirait donc à la dignité. Aussi, les cheminots en grève réclamaient le même statut pour tout le monde. A travail égal, salaire égal et surtout l'égalité des droits.

Car la régie pratiquait la discrimination. Les travailleurs de cette entreprise ferroviaire ne bénéficiaient pas des mêmes statuts ni des mêmes avantages. Selon la couleur de la peau, on ne touchait pas le même salaire, on n'avait pas les mêmes caisses de retraite, les mêmes prestations sociales, les mêmes emplois.

Après plus de cinq mois de

grève, la régie a fini par céder sur une partie des revendications: 20 % d'augmentation de salaire et acceptation du "cadre unique" mais dans les faits très peu de cheminots africains bénéficiaient de ce statut auparavant réservé uniquement aux métropolitains.

Si les revendications n'étaient pas entièrement satisfaites, la grève, par sa durée, par son ampleur, par la solidarité spontanée des couches populaires a porté un grand coup à la puissance coloniale car le mouvement l'a privé, du fait de la paralysie des voies ferrées, des produits dont elle avait besoin pour les acheminer vers la métropole.

Ces produits étaient divers. - Le chemin de fer Dakar-Niger avait pour activité principale la collecte de l'arachide mais il servait aussi au transport des travailleurs saisonniers venant du Mali (appelés "navétanes") pour cultiver dans les champs d'arachide au Sénégal. - Le Conakry-Niger assurait le transport des bananes. - L'Abidjan-Niger servait à acheminer le cacao et le café de Côte d'Ivoire vers les ports (Grand Bassam et Abidjan). - Enfin le Benin-Niger assurait depuis la ville de Parakou la desserte du fleuve Niger.

Ce sont ces produits-là qui étaient bloqués par fait de grève. La puissance coloniale, voyant ses intérêts lésés, avait usé de tous les moyens pour casser cette grève, et pour faire reprendre le travail: le dirigeant syndical, Ibrahima Sarr fut emprisonné; locaux syndicaux perquisitionnés, grévistes licenciés, création d'un syndicat-maison pour faire concurrence, appel aux dirigeants locaux, aux notables et chefs traditionnels, appel à l'armée, arrivée des cheminots "jaunes" de France, pressions de toutes sortes sur les ouvriers et leurs dirigeants etc... Mais les

cheminots ont tenu bon.

Malgré leur petit nombre, (la classe ouvrière était très peu nombreuse à cette époque), les cheminots ont remporté une victoire face à la toute puissance coloniale et à son administration. Cette grève a illustré la puissance des travailleurs quand ils sont déterminés face à leurs exploités.

Le problème n'est pas une question de nombre. C'est plutôt une question politique.

Pour les révolutionnaires marxistes, seul le prolétariat, aujourd'hui, représente l'avenir de l'humanité. Car la bourgeoisie, après avoir balayé le féodalisme devenu un frein au développement de la société, constitue à son tour ce même frein. C'est au tour du prolétariat organisé de prendre sa place car le rôle actuel de la bourgeoisie n'est plus révolutionnaire. De plus elle a forgé les armes qui la mettront à mort: le prolétariat.

Bien sûr, si le prolétariat africain prenait le pouvoir politique en Afrique, ce ne serait pas pour y construire le socialisme. Car les richesses et les moyens nécessaires à l'édification de la société socialiste de demain se trouvent accumulés dans les bastions

de l'impérialisme, aux Etats-unis, au Japon, en Allemagne, en France... C'est la bourgeoisie internationale qui les détient. Il faut d'abord les lui prendre, par la force, car elle ne les cédera pas de son propre gré.

Cette expropriation et la mise en commun des richesses et moyens détenus par la bourgeoisie internationale ne peut se faire également qu'à l'échelle internationale. Aussi, l'objectif du prolétariat africain au pouvoir ne serait donc pas de construire le socialisme dans le seul cadre de l'Afrique.

Cependant, le prolétariat africain, même minoritaire, constitue une force non négligeable parce que partie intégrante de la classe ouvrière mondiale. Elle peut, malgré sa faiblesse numérique, être le fer de lance de la révolution prolétarienne mondiale.

Les intellectuels africains qui veulent que la misère et l'exploitation disparaissent à tout jamais de l'Afrique ont intérêt à étudier le marxisme. Car s'ils veulent se mettre au service de la classe ouvrière africaine au lieu, généralement de se contenter d'être des valets de l'impérialisme, ils y trouveront les armes nécessaires à la destruction de la bourgeoisie à l'échelle internationale.

## **IL Y A 80 ANS LA REVOLUTION RUSSE**

Le 25 octobre 1917 (le 7 novembre selon le calendrier occidental) la classe ouvrière russe, à l'appel du parti bolchevique, le "parti de Lénine et Trostky", comme on disait à l'époque, s'emparait du pouvoir.

Quatre vingt ans après, bien que l'URSS n'existe plus, et que l'Etat né de cette révolution soit devenu depuis longtemps le défenseur d'une minorité de privilégiés, de

bureaucrates, les leçons de la révolution d'octobre sont encore d'une brûlante actualité pour les prolétaires de tous les pays.

La Russie était un immense pays sous-développé, arriéré. A sa tête il y avait un tsar c'est-à-dire un autocrate, un roi. Son empire s'étendait jusqu'en Asie et en Sibérie. La majeure partie de la population était composée de paysans pauvres, de moujiks qui

travaillaient comme métayers dans les grands domaines appartenant à des propriétaires terriens. Par contre dans les grandes villes il y avait de grandes usines, où un prolétariat moderne était concentré.

C'est la guerre la première guerre mondiale -elle durait depuis trois ans déjà- qui a joué le rôle d'accoucheuse d'histoire en rendant aiguës, insupportables toutes les contradictions de la société russe.

La Russie était au bord de la catastrophe. La production était complètement désorganisée, le chômage et l'inflation prenaient des proportions alarmantes. Dans les villes, on était au bord de la famine. Dans les campagnes les paysans continuaient à survivre misérablement en espérant une réforme agraire. En février 1917 les masses pauvres russes renversèrent le Tsar et balayèrent son régime corrompu et haï. La république fut proclamée, mais n'avait résolu aucun des problèmes qui se posaient au pays.

La chute du Tsar Nicolas II avait créé un vide politique. Un double pouvoir s'était de fait instauré. D'un côté celui des ouvriers et des paysans organisés en soviets (conseils). De l'autre, celui du gouvernement provisoire officiel favorable aux bourgeois.

Dans un premier temps, la majorité des travailleurs avaient fait confiance aux partis réformistes (mencheviks et socialistes révolutionnaires) qui, majoritaires dans les soviets, avaient choisi de laisser le pouvoir légal au gouvernement provisoire. Les partis qui le composaient parlaient de faire la paix, d'étudier la question agraire, de soulager la misère des villes. Ils n'ont tenu aucune de leurs promesses car le gouvernement qu'ils soutenaient, qu'ils géraient, ne le faisait pas dans l'intérêt des masses déshéritées. Il laissait l'économie dans les mains de

capitalistes échappant à tout contrôle, organisant le sabotage de la production et camouflant leurs stocks. Ces capitalistes spéculaient et réalisaient d'énormes profits tandis que dans les villes et les campagnes affamées, ouvriers et paysans manquaient du minimum pour survivre.

Face à cette situation le parti bolchevique proposait des mesures radicales. Il proposait de nationaliser les grands trusts capitalistes, de regrouper les petites entreprises en cartels, de nationaliser et de fusionner les banques. Pour réaliser cela, il faisait appel aux ouvriers et aux paysans pour qu'ils exercent eux-mêmes un contrôle sur les usines dans les villes et sur les propriétés foncières dans les campagnes.

Mais lorsque les Bolcheviques arrivent au pouvoir, ils iront beaucoup plus loin car devant la résistance des capitalistes et des propriétaires fonciers ils vont exproprier rapidement toute la bourgeoisie.

C'est grâce aux soviets (nés au cours des grèves insurrectionnelles de 1905) que les ouvriers purent d'abord contrôler et par la suite exproprier toute la bourgeoisie. Les paysans firent de même dans les campagnes.

Le pouvoir soviétique est une caractéristique fondamentale de la révolution russe. Cette forme de pouvoir reste un exemple pour toutes les révolutions prolétariennes à venir. Au sein des soviets les travailleurs ont pu faire l'apprentissage de la révolution et de leur force politique. Ils ont aussi pu y apprendre à travers des militants de différentes formations politiques, à reconnaître, à soutenir ou désavouer les différentes orientations proposées. C'était un organe de pouvoir très démocratique. Les délégués étaient élus et révocables à tout moment.



Au fur et à mesure que la révolution avançait, que le prolétariat se radicalisait, les Bolcheviques minoritaires au départ dans les soviets, devenaient

paralisaient ainsi le gouvernement provisoire et la réaction. Les soldats organisés en soviets tentaient de contrôler les décisions des officiers.

Mais devant la radicalisation de la classe ouvrière, toutes les garnisons obéirent rapidement aux seules directives émanant du soviet.

Kerenski tenta dans la nuit du 23 au 24 octobre d'interdire les journaux bolcheviques et d'engager des poursuites contre le comité militaire révolutionnaire de Pétrograd (Saint Pétersbourg) qui s'affirmait comme le seul organe de pouvoir reconnu par l'armée. Les soldats, loin de s'incliner distribuèrent les armes aux ouvriers. C'est ainsi que le 25 octobre Pétrograd se réveilla sous un nouveau régime. Ce jour-là le deuxième congrès du soviet (le 1er avait eu lieu en juin) se proclamait au nom du peuple travailleur, le seul pouvoir en Russie.

Le Palais d'Hiver où s'était réfugié le gouvernement provisoire fut pris d'assaut par les ouvriers et les soldats dans la nuit suivante.

Dans l'esprit des révolutionnaires bolcheviques qui se trouvaient ainsi portés au pouvoir, la révolution russe n'était que la première victoire de la révolution mondiale. Le jeune Etat soviétique n'était que le premier bastion de cette révolution. La révolution russe constitue le début d'une crise révolutionnaire en Europe notamment en Allemagne en 1919.

Mais malheureusement la bourgeoisie a réussi à vaincre la révolution partout -souvent avec l'aide des partis réformistes- sauf en Russie. Mais du coup, la révolution est restée confinée à l'intérieur des frontières russes. Elle est restée isolée dans ce pays sous-développé et misérable. Elle a reculé à l'intérieur même du pays



*Lénine haranguant la foule*

majoritaires. La confiance qu'ils gagnaient progressivement, leur influence, étaient dû au fait qu'ils défendaient jusqu'au bout les intérêts du prolétariat et des classes exploitées. Eux seuls affirmaient que les revendications résumées par: "la paix, le pain et la terre" ne pourraient être satisfaites que si les travailleurs prenaient en mains les destinées de la société. Dans l'affrontement latent entre la classe ouvrière et les forces réactionnaires, le général Kornilov maintenu en poste par le gouvernement provisoire dirigé par le socialiste Kerenski, a tenté de s'emparer du pouvoir en août. Il échoua devant la mobilisation des travailleurs. Après l'échec du putsch, les Bolcheviques qui avaient été à la tête de la lutte, allaient s'employer à préparer l'insurrection pratiquement au grand jour.

Au fil des jours les soviets donnaient des ordres à l'armée, bloquaient l'Etat-major et

où des forces conservatrices et réactionnaires sont remontées à la surface. La classe ouvrière a été écartée du pouvoir par une bureaucratie en partie issue de ses rangs.

C'est en tant que représentant de cette bureaucratie que Staline s'assura le pouvoir et l'a exercée de façon dictatoriale en renonçant à la révolution mondiale. Le pouvoir des soviets était mort.

En expropriant radicalement la bourgeoisie, le prolétariat russe a créé les fondements d'une autre organisation économique que celle basée sur la propriété privée et la concurrence. Mais en s'arrogeant le pouvoir politique, la bureaucratie s'est assurée la direction de l'économie qu'elle avait organisée de façon à consolider et accroître ses propres privilèges. L'économie était étatique et planifiée mais ce sont les bureaucrates qui dominaient l'Etat et qui définissaient le plan.

Malgré l'absence de contrôle démocratique par le bas, malgré les détournements de la bureaucratie, l'URSS issue de la révolution russe s'est développée pendant des dizaines d'années, à un rythme bien plus rapide qu'aucun autre pays capitaliste, Etats-Unis ou Japon compris, et à plus forte raison, les pays pauvres comparables à elle. C'est grâce à l'économie planifiée que l'URSS est devenue, pour une longue période, la deuxième puissance du monde.

Ces décennies-là ont montré que le mode de production dont le prolétariat est porteur, même réalisé dans les pires conditions, même parasité par une bureaucratie,

est plus efficace que le capitalisme et son économie de marché.

Aujourd'hui, même l'URSS n'existe plus. Depuis Gorbatchev ses dirigeants ont décrété officiellement d'abandonner toute référence, qui n'était plus que formelle, à Octobre 1917. Des fondements de la révolution russe, de la planification économique il n'en reste plus grand chose. L'intégration progressive dans le système capitaliste mondial se traduit par une sur-exploitation des travailleurs, par la baisse brutale de leur niveau de vie, par l'explosion du chômage et l'effondrement de la protection sociale. Dans le même temps cela se traduit par un enrichissement brutal des anciens bureaucrates dont une partie se métamorphose en mafia aussi avide qu'arrogante.

Mais en dépit de tout cela l'exemple de 1917 reste d'actualité. Le système capitaliste qui domine la planète est un système malade et sénile. Rien que dans ce siècle il a été porteur de deux grandes guerres mondiales. Si nous voulons que l'humanité connaisse un autre avenir que celui des crises, des guerres impérialistes, de la famine, du sous-développement sur le terreau duquel se développent les luttes fratricides à coloration ethnico-religieuse dans les pays pauvres, il faut que les travailleurs du monde entier se donnent la main pour mettre fin à ce système révolu. Il faut prendre la succession des révolutionnaires russes pour définitivement jeter les bases du communisme. Car c'est le seul avenir vraiment digne de ce nom pour l'humanité.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.